

CPME 84 : un atelier « quelles aides sont à votre disposition pour travailler moins et gagner plus » pour les cheffes d'entreprises



Le mardi 10 septembre 2024, à partir de 11h à 14h, <u>la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises 84</u> organise un atelier intitulée « quelles aides sont à votre disposition pour travailler moins et gagner plus » qui se déroulera au Crédit Agricole Alpes Provence d'Avignon Amandier qui se trouve au 168 avenue Pierre Sémard. Pensée par le pôle femmes de la CPME 84, cette initiative vise à apporter des réponses et des armes supplémentaires aux cheffes d'entreprises vauclusiennes. L'animation sera assurée par Julie Grosjean, formatrice certifiée Qualiopi Conseils en veille et montages de dossiers de subvention.

La CPME 84 poursuit son objectif d'aider les structures professionnelles à résoudre toutes les problématiques qu'elles peuvent rencontrer et celles de leurs employés afin d'améliorer leur cadre de travail. Avec cet atelier, le pôle femmes de la CPME 84 poursuit son objectif de faciliter l'échange d'expérience entre cheffes d'entreprises, dirigeantes et encadrantes, créer du lien, favoriser le développement et traiter des sujets dédiés à l'entrepreneuriat au féminin.



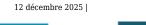
Ecrit par le 12 décembre 2025

Infos pratiques: atelier « quelles aides sont à votre disposition pour travailler moins et gagner plus » pour les cheffes d'entreprises. Mardi 10 septembre de 11h à 14h. Crédit Agricole Alpes Provence Avignon Amandier, 168 avenue Pierre Sémard, 84000 Avignon. Parking gratuit. Inscription ferme et définitive par mail sur: contact@cpme84.org.

La réciprocité : une valeur cardinale du Réseau Entreprendre Rhône-Durance



Créer, booster ou pérenniser l'emploi, c'est l'ADN du <u>Réseau Entreprendre Rhône-Durance</u>. L'association imaginée en 1986 par André Mulliez, (le créateur des hypermarchés Auchan) dans le Nord de la France, a essaimé dans 10 pays, avec 135 implantations. En Vaucluse, elle





est hébergée par la Chambre de Commerce et d'Industrie, Cours Jean-Jaurès à Avignon avec comme président Emmanuel Sertain et comme directrice, Brigitte Borel.

Et mardi soir, elle tenait son assemblée générale dans un havre de verdure, entre oliviers, cerisiers et platanes centenaires au Domaine du Petit Roulet entre les Vignières et Cavaillon.

« Le but de notre réseau, c'est d'accompagner les entrepreneurs vers la réussite! » clame haut et fort Brigitte Borel. « Sa raison d'être : redonner une chance aux personnes éloignées de l'emploi, restaurer la confiance en soi, aider à l'élaboration d'un projet professionnel pérenne. Aucun entrepreneur ne doit rester seul ».

Aujourd'hui Rhône-Durance compte 94 membres, d'anciens chefs d'entreprises ravis de transmettre leur expérience, de donner un coup de pouce aux plus jeunes, de les faire profiter de leur carnet d'adresses. En plus de leur cotisation (1695€ / an), ils donnent de leur temps sans compter pour accompagner les jeunes entrepreneurs bénévolement. Tous partagent les mêmes valeurs : gratuité, solidarité, confiance, partage, audace, bienveillance, passion et réciprocité puisque les lauréats s'engagent à renvoyer l'ascenseur en créant au moins 5 emplois au bout de 3 ans.

ALLAIN LAUNAY Romain	BLACHERE ILLUMINATION	DANSET Laurent	ALIZE	MOONEY Philippe	MICHEL SIMOND CONSEIL
MPHOUX Philippe	MAISON SINNAE	DARCAS Philippe	L'ATELIER BIO DE PROVENCE	MORETTI Charlotte	JEAN CAUSSE & ASSOCIES
NDRE Bruno	RIJK ZWAAN	DE LAUZIERES Arnaud	HALLE DES PRODUTEURS	MORETTI Frédéric	
NTONIN Jérome	OPTIMA CONCEPT	DE SAINTE PREUVE Michel	AUCHAN LE PONTET	NERRIERE Béatrice	CONCERTO
RBONA Gilles	JEAN CAUSSE & ASSOCIES	DEBAETS Hélène	BIOCOOP	NICOLET Pierre	VINCY PLAST
UCREMANNE Yoann	ILEVEL	DELRANC Mathieu	BICPOM	NOUGAROLIS Jérôme	MAISON DRAGONETTE
ZAIS Rémi	SYMBIOSE	DOSNE Lionel	CHOCOLATERIE CASTELAIN	PAGLIA Bruno	BP AMORCAGE
ACLE Caroline	SAS NOVAVIS	DUFOUR Sylvain	MMA	PENANHOAT Corentin	SUDELEC
ARRAL Hervé		DUPRESSOIRE Eric	IFC	PILOT Nathalie	LA COQUILLADE
ATAILLE Matthieu	IKONE	FARINA Henri	STETHOS		
EZERT Laurent	MEFFRE TRAITEUR	GARCIA Daniel	ADEQUABIO	PLESSIS Philippe	PROEXPACE
ISSIERE Florian	PROXITEL	GERMAIN Pascal	JEAN CAUSSE & ASSOCIES	PONS Guy	PDC
OISNON Thierry	CONNECTHEDOTS	GIMENO Laure	ARTEMAT	RICHARD Sébastien	SG-SMC
OUCHER Coline	SMALT CAPITAL	GOUBET Xavier	BOYER JARDIN ET PISCINE	ROCHE Philippe	BEEPRO
OUDIN Jean-Christophe	SAB ETANCHEITE	GOUIX Pierre	IN EXTENSO AVIGNON	ROLLAND Matthias	LE PETIT ROULET
OUFFARD Anaïs	SKODA - MC MOTORS	GRANCHER Elisa	HORAO	ROURE Stephan	QUIETEC
OUT Hélène	H.BOUT AVOCAT	GRANIER Stéphane	CABINET GRANIER ASSURANCES	ROUSSEL Joseph	AJR CONSEIL
RASSEUR Véronique	VI DECORATION	GREGOIRE Olivier	CREDIT MUTUEL	ROUSSET Olivier	TALENZ
ROQUIER Gisèle	KOPPERT	GUILLET Freddy	ALU VAISON	SARFATI Elodie	PEOPLE IN
RUNEL Fabrice	VIGNOBLES ANDRE BRUNEL	HERNANDEZ Fabien	ARG SOLUTIONS	SARRAZIN Pierre	SOGESTMATIC
ARLES Philippe	ISOVATION	KERROUX Eric	CONFIEZ-NOUS	SERTAIN Emmanuel	SHOOT THE MOON
ASTELAIN Laurence	CHOCOLATERIE CASTELAIN	LACOSTE Francis	LA MIRANDE	SOFFLICHI Frédéric	TECHNICAL INDUSTRIE
ELICOURT Stéphan	FRAG INDUSTRIE	LAFONT Jean-Bernard	BES SECURITE	TERRIN Fabrice	LMD
ERMINARA Sandro	ELLA INVEST	LAFONT Pascal	CADELEC	THOMAS Dominique	DIVENDO
HABBERT Vincent	TUT TUT	LE MOEL Sandrine	THERMOLACK	TRINTIGNAC Olivier	MG IMPRIMERIE
HANTRAINE Olivier	A&O	LE MOEL Yann	THERMOLACK		
HRISTOL Yves	SPG	LEROY Frédéric	SIV	TURBAN Norbert	ATOS RADIOCOM
OLLIN Isabelle	I, COLLIN CONSEIL	LEVALLOIS Jean-Michel	MAÏTRE LEVALLOIS JEAN MICHEL	VALET Aurélien	BIOLOGICS 4 LIFE
ONAN Pauline	CA ALPES PROVENCE	LLADO François	TALAYA	VASSILLE Delphine	BANQUE POPULAIRE MED.
ONSTANTIN Véronique	CIT FORMATION	MERCIER Marc-André	ARROW MANAGEMENT	VOLPS Rémy	GROUPE MOSCATELLI
OUPAYE Olivier	TIA	MILLION Philippe	EVEREST ISOLATION	VOYANT Denis	SCP D. VOYANT ET C. DENIS
COURBIS Joël	JOCS	MONIN Arnaud	AMENO	WIHLBORG Nadia	NAWIN LOC

12 lauréats ont été récompensés mardi.

Fleur Masson pour sa biscuiterie « Le beau geste » au Thor, une gamme sucrée et salée à base de légumineuses bio, riches en fibre pour pause gourmande.



Ecrit par le 12 décembre 2025

LE BEAU GESTE



<u>Thomas Fattore</u> et <u>Guilain Yvon</u> pour « <u>Lium</u>« , une start-up dont la mission est de sécuriser les sites industriels sensibles, contre les risques d'intrusions dans les centrales nucléaires ou de fuite dans les barrages grâce à des ballons dirigeables novateurs autonomes pendant 2 mois.



Ecrit par le 12 décembre 2025

LIUM



Lium est une startup dont la mission est de sécuriser et de décarboner les sites industriels. Pour accomplir cette mission, les lauréats développent un système de ballon captif novateur (Horus) permettant une surveillance aérienne continue d'un site sensible.

Ce ballon est déployé jusqu'à 120m de hauteur pour couvrir une zone étendue avec une autonomie de 2 mois.



Prêt d'honneur : 60 000 € Localisation : Avignon Accompagnateurs:
Rémi AZAIS / SYMBIOSE
Véronique CONSTANTIN / CIT

<u>Laurent Marteel</u> qui a créé au Pontet « <u>Yaka Chanter</u> » un karaoké décomplexé qui permet à ses clients de privatiser le lieu pour une fête ou un anniversaire et de chanter à tue-tête grâce à une sono d'enfer sans déranger les voisins.



Ecrit par le 12 décembre 2025

YAKA CHANTER



Laurent MARTEEL a créé YAKA Chanter, un karaoké décomplexé au Pontet qui propose à ses clients 6 salons privatifs équipés des meilleures technologies pour une expérience la plus ludique possible de 4 à 16 personnes. Les salons de Karaoké sont complétés par un bar d'ambiance.



Prêt d'honneur : 22 500 € Localisation : Avignon

Accompagnateur:
Olivier TRINTIGNAC / MG IMPRIMERIE

<u>Jean-Baptiste Petricoul</u>, lui est à la tête de « <u>Virgomove</u> » où il a mis au point un casque adapté aux déplacements urbains (vélo, trotinette, roller) qui offre une protection maximale tout en étant connecté.



VIRGO MOVE



Virgo Move est une marque de casque de vélo adaptée aux déplacements urbains comme les vélos et les trottinettes électriques. Il offre une protection complète dans une taille minimale pour les utilisateurs qui recherchent plus de protection que de performance. L'idée du projet est aussi de décliner une gamme complète de protection adaptée à ce type de mobilité!





Prêt d'honneur : 37 500 € Localisation : Avignon

Accompagnateurs: Thierry BOISNON / CONNECTHEDOTS Nadia WIHLBORG / NAIWIN

<u>Christophe Bazin</u> a repris « Clarys, Côté poêles » et propose des poêles à bois, à granulés et à pellets sur deux sites, à Orange et à Pernes.



Ecrit par le 12 décembre 2025

CLARYS CÔTÉ POÊLES



Christophe BAZIN a repris CLARYS, COTÉ POÊLES, une entreprise de vente, installation et entretien de poêles et cheminées à bois et à granulés implantées à Pernes-les-Fontaines et à Orange.



Prêt d'honneur : 22 500 € Localisation : Orange

Accompagnateur:
Xavier GOUBET/BOYER JARDIN

<u>Charles Desombre</u> est à l'Isle-sur-La Sorgue avec « <u>AVM Miroiterie</u> » des vitrages isolants mais aussi des pare-douches, des dalles et des escaliers de verre.



AVM & ACTIPOSE



Charles DESOMBRE a repris deux sociétés de miroiterie :

A.V.M. (Atelier du Verre et de la Miroiterie) qui transforme le verre plat. Grâce à son outil industriel moderne, la société produit des vitrages isolants sur mesure.



Prêt d'honneur : Aucun Localisation : Isle-Sur-Sorgue Accompagnateur : Hervé BARRAL

<u>Sébastien Tamagno</u>, un ancien informaticien installé à Lourmarin a changé son fusil d'épaule pour « <u>Kaukani</u> » (qui signifie gingembre en hawaïen). Il commercialise un concentré de gingembre et de citron sans additif ni conservateur pour des apéros 100% nature qui requinquent. Sa PME créée en 2022 a engagé 7 salariés et le chiffre d'affaires a doublé en 2 ans.



Ecrit par le 12 décembre 2025

KAUKANI



Kaukani c'est d'abord un concentré de gingembre et de citron qui se consomme comme un sirop. Il est 3 fois moins sucré qu'un sirop traditionnel et est fabriqué de manière artisanale au pied du Luberon, à Lourmarin, sans aucun colorant, aucun arôme ni aucun conservateur.





Prêt d'honneur : 30 000 € Localisation : Lourmarin

Accompagnateurs : Vincent CHABBERT / TUT TUT Frédéric MORETTI

Le couple <u>Catherine</u> et <u>Edouard Baccar</u> a repris à Arles et Saint-Martin-de-Crau 2 garages « BestDrive » spécialisés dans les pneumatiques avec les services qui leur sont liés : montage, équilibrage, géométrie.



Ecrit par le 12 décembre 2025

BESTDRIVE



Catherine et Edouard BACCAR, ont repris deux agences BestDrive à Arles et Saint Martin de Crau.

BestDrive est LE spécialiste du pneumatique et propose tous les services liés au pneu : conseil, montage et démontage, géométrie et réparation de pneus...



Prêt d'honneur : 45 000 € Localisation : Arles

Accompagnateur:
Guy PONS / PDC

Enfin <u>Marine Stopin</u> et <u>Patrick Abbal</u> ont été récompensés pour « <u>CIT Formation</u> » qui propose des prestations de formation professionnelle en informatique et management à Avignon.



CIT FORMATION



Marine STOPIN et Patrick ABBAL ont repris CIT FORMATION, spécialisée dans le secteur de la formation professionnelle et prestations de services en Informatique et en management



Prêt d'honneur : 60 000 € Localisation : Avignon Accompagnateur:
Yoann AUCREMANNE / ILEVEL

En tout, 300 000€ de prêts d'honneur ont été octroyés à cette promotion, 102 emplois sauvegardés ou créés grâce au Réseau-Entreprendre Rhône Durance, à ses membres, ses experts-comptables, ses avocats, ses chefs d'entreprises, l'an dernier. Le taux de pérennité des entreprises aidées par Rhône-Durance est de 93% alors qu'en moyenne il est de 50% pour celles qui ne bénéficient pas d'un tel coup de main. Pour Emmanuel Sertain qui se définit lui-même comme « Un président heureux, il faut continuer à développer le réseau, qui est le coeur du réacteur avec de nouvelles adhésions, des ambassadeurs et des partenaires supplémentaires, amplifier sa notoriété, innover, faire rayonner ce mouvement pour booster l'emploi » dans un département où le chômage flirte avec les 10%.

Une 1ère « Fête de l'Entrepreneur » sera d'ailleurs initiée le 18 septembre prochain à Sorgues avec comme thème « Le dépassement de soi » et un invité d'honneur hors-pair, <u>Philippe Croizon</u>. Un exemple : amputé de ses 4 membres après avoir été électrocuté, à force de pugnacité, de courage et de détermination, il a réussi à traverser la Manche à la nage. Le handicap, il ne connaît pas.

Contact: 04 90 86 45 59

rhone-durance@reseau-entreprendre.org



Aides aux entreprises : renseignez-vous avec Entreprendre.service-public.fr



Entreprendre.service-public.fr rappelle les aides disponibles pour soutenir les entreprises, selon leur besoin de financement : création, développement, embauche, innovation, investissements...

Aides à l'embauche

Pour lutter contre le chômage, il existe de nombreux dispositifs d'aides à l'embauche s'orientant vers certains secteurs géographiques connaissant des difficultés économiques et sociales – les zones franches urbaines (ZFU), les zones de revitalisation rurale (ZRR), les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) – ou touchant des catégories spécifiques de salariés. En savoir plus

Jeunes alternants : l'aide à l'embauche est maintenue en 2024

L'aide de 6 000 € maximum accordée aux employeurs qui recrutent des alternants (apprentis et jeunes en





Ecrit par le 12 décembre 2025

contrat de professionnalisation) est prolongée en 2024. Les points à retenir sur cette aide. Se renseigner

Aides de l'État et des collectivités territoriales

Les entreprises peuvent bénéficier de nombreuses aides financières de la part des pouvoirs publics. A lire

Comment bénéficier des aides aux entreprises ?

Une entreprise peut bénéficier d'aides publiques. Ces aides visent à accompagner la création et le développement des entreprises. En savoir plus

Aides financières pour l'embauche d'un travailleur handicapé

Tout employeur peut bénéficier d'aides financières en cas d'embauche d'un salarié handicapé. Les aides ne sont pas automatiques. L'employeur doit faire une demande auprès de l'Agefiph. Le dossier de demande doit prouver l'importance des surcoûts (reconnaissance de la lourdeur du handicap). Se renseigner

Aides à l'embauche pour un contrat d'apprentissage

L'aide à l'embauche d'un alternant est prolongée pour les contrats signés entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2024. Son montant est égal à 6 000 €. On vous explique comment en bénéficier. Consulter

Information sur les aides aux entreprises (Démarche en ligne)

Recense tous les dispositifs d'aides financières proposées par les CCI aux entreprises. Lire la suite

Base de données des aides de l'État et des collectivités territoriales (Outil de recherche)

Recense tous les dispositifs d'accompagnement et d'aides financières proposées par les pouvoirs publics aux entreprises et aux porteurs de projet pour leur création ou leur développement.

Recherche par projet, par territoire (région, département ou commune) ou par organisme financeur. Informations sur les objectifs des aides, leurs bénéficiaires, les montants, les conditions d'attribution notamment. Accéder à l'outil de recherche

Mise à jour de la « Checklist » énergie, outil d'accompagnement des entreprises

Face à l'augmentation des prix de l'énergie, le comité de crise de l'énergie met à jour sa « Checklist » délivrant conseils et informations aux entreprises sur le renouvellement de leur contrat d'énergie. Lire

L'amortisseur électricité est prolongé en 2024

Le dispositif « Amortisseur électricité », déjà appliqué en 2023, est prolongé pour l'année 2024. Cette aide s'adresse aux TPE qui ne bénéficient pas du plafonnement des prix de l'électricité à 280 €/MWh et ayant un compteur électrique d'une puissance supérieure à 36 kilovoltampères (kVA). Elle concerne aussi les PME. Le bénéfice de ce dispositif ne nécessite aucune démarche de votre entreprise. En savoir plus

Aide à la reprise ou à la création d'entreprise (Arce)

L'aide à la reprise et à la création d'entreprise (Arce) est une aide financière versée par France Travail (anciennement Pôle emploi) et destinée aux créateurs ou repreneurs d'entreprise. Elle consiste à recevoir une partie de ses allocations chômage sous la forme d'un capital et sous conditions. Depuis 1^{er} juillet 2023, le montant de l'Arce s'élève à 60 % des droits à l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) qui



restent à verser. Lire

Entreprise en difficulté : Entreprendre.service-public.fr référence les dispositifs et aides possibles



JE CRÉE

Préparer la création, choisir son statut juridique, immatriculer l'entreprise



JE REPRENDS

Préparer la reprise, évaluer l'entreprise, négocier le protocole d'accord



JE GÈRE

Comptabilité, recruter, fiscalité, changement dans l'entreprise



JE DÉVELOPPE

Se faire connaître, répondre à des marchés publics, s'agrandir, investir



JE CLOS

Fermer de manière temporaire ou définitive, liquidation judiciaire, dissolution



JE TRANSMETS

Préparer la transmission, choisir le mode de cession, sélectionner le repreneur

Votre entreprise connaît des difficultés ? Vous ignorez les dispositifs et les aides possibles ? Des mesures préventives existent. <u>Entreprendre.service-public.fr</u> fait le point pour aider votre entreprise.

Dispositifs de soutien aux entreprises en difficultés

Une entreprise qui rencontre des difficultés financières peut bénéficier de plusieurs dispositifs. Elle peut obtenir des délais de paiement pour ses dettes sociales et fiscales en saisissant l'administration





concernée ou la Commission des chefs des services financiers (CCSF). Le Codefi : Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises et le Ciri : Comité interministériel de restructuration industrielle peuvent l'aider à trouver des solutions pour sa restructuration. Enfin, la Médiation du crédit assiste l'entreprise qui a eu un refus de crédit bancaire. En savoir plus

Alertes pour la prévention des difficultés des entreprises

Différentes procédures d'alerte peuvent être mises en œuvre pour détecter au plus tôt les difficultés d'une entreprise et essayer d'y remédier avant que la situation ne s'aggrave. <u>Lire la suite</u>

Procédure de conciliation

La procédure de conciliation est une procédure amiable de prévention des difficultés des entreprises. Elle permet à l'entreprise de poursuivre son activité sans que le chef d'entreprise ne soit dessaisi de ses pouvoirs. Elle a pour objectif d'aboutir à la conclusion d'un accord amiable entre l'entreprise et ses principaux créanciers : Personne à qui l'on doit de l'argent ou la fourniture d'une prestation. Se renseigner

Mandat ad hoc

Le mandat ad hoc est une procédure préventive de règlement des difficultés destinée aux entreprises qui ne sont pas en cessation des paiements : Situation où la trésorerie dont l'entreprise dispose n'est plus suffisante pour régler ses dettes. Dans ce cas, l'entreprise doit effectuer une déclaration de cessation des paiements, appelée dépôt de bilan, auprès du tribunal de commerce ou du tribunal judiciaire... Elle permet à l'entreprise de réaménager ses dettes dans le secret, sans en informer les salariés et les tiers : Personne qui ne fait pas partie de la société. Le recours au mandat ad hoc est payant. Pour en savoir plus

Prêt garanti par l'État (PGE) Résilience : la possibilité de réaménager le prêt également prolongée

Le nouveau prêt garanti par l'État (PGE) Résilience mis en place pour soutenir les entreprises affectées économiquement par la guerre en Ukraine, qui devait initialement prendre fin le 31 décembre 2022, est prolongé jusqu'au 31 décembre 2023. Il en est de même pour la possibilité donnée aux TPE et PME d'aménager la période de remboursement de ce prêt. En savoir plus

Perte de la moitié des capitaux propres

La perte de la moitié du capital social traduit une situation financière alarmante pour la société (SARL/EURL, SA, SAS/SASU). La survenance de cette situation conduit soit à la dissolution de la société, soit à l'obligation pour les associés de reconstituer les capitaux propres. Lire la suite

Procédure de sauvegarde



La procédure de sauvegarde s'adresse à une entreprise qui n'est pas en cessation des paiements : Situation où la trésorerie dont l'entreprise dispose n'est plus suffisante pour régler ses dettes. Dans ce cas, l'entreprise doit effectuer une déclaration de cessation des paiements, appelée dépôt de bilan, auprès du tribunal de commerce ou du tribunal judiciaire. et qui justifie de difficultés financières qu'elle n'est pas en mesure de surmonter. La sauvegarde facilite la réorganisation de l'entreprise pour permettre la poursuite de l'activité économique, le maintien de l'emploi et le règlement des dettes. En savoir plus

Redressement judiciaire simplifié: procédure de traitement de sortie de crise

La procédure de traitement de sortie de crise est une procédure de redressement judiciaire simplifiée. Elle est ouverte aux petites entreprises en cessation des paiements : situation où la trésorerie dont l'entreprise dispose n'est plus suffisante pour régler ses dettes. Dans ce cas, l'entreprise doit effectuer une déclaration de cessation des paiements, appelée dépôt de bilan, auprès du tribunal de commerce ou du tribunal judiciaire qui fonctionnaient dans des conditions satisfaisantes avant la crise sanitaire. Lire la suite

Déclaration de créances

Lorsqu'une entreprise est en difficulté et doit de l'argent à un créancier : Personne à qui l'on doit de l'argent ou la fourniture d'une prestation, celui-ci doit effectuer une déclaration de créances pour obtenir le paiement des sommes d'argent dues. Cette déclaration se fait auprès du mandataire judiciaire ou du liquidateur judiciaire. En savoir plus

Des aides complémentaires pour la facture d'énergie 2023 des TPE/PME

Face à la forte hausse des prix de l'énergie, de très nombreuses aides publiques ont été mises en place. En complément de ces dispositifs, de nouveaux moyens sont mis en oeuvre afin d'aider les entreprises à régler leur facture d'énergie de l'année 2023. En savoir plus

Prolongation du plan d'accompagnement des entreprises à la sortie de crise

Le Ministère de l'Économie a annoncé que le plan d'accompagnement des entreprises à la sortie de crise devant se terminer le 31 décembre 2022 est finalement prolongé en raison des hausses des coûts de matières premières dues à la guerre en Ukraine. En savoir plus

Dispositifs de soutien aux entreprises en difficulté

Une entreprise qui rencontre des difficultés financières peut bénéficier de plusieurs dispositifs. Elle peut obtenir des délais de paiement pour ses dettes sociales et fiscales, être accompagner pour trouver des solutions pour sa restructuration... Service-public vous explique les différents dispositifs

Le prêt à taux bonifié Résilience modifié et prolongé jusqu'au 31 décembre 2023

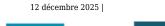


Initialement mis en place pour soutenir les entreprises souffrant de la crise sanitaire, le prêt à taux bonifié Résilience vise désormais à soutenir l'ensemble des entreprises ayant des problèmes de trésorerie liés aux impacts du conflit en Ukraine. Cette aide est prolongée jusqu'au 31 décembre 2023. <u>En savoir plus</u>

La CCI de Vaucluse continue d'accompagner les entreprises face à la crise énergétique



La <u>Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Vaucluse</u> organise une conférence 'Aides et dispositifs d'accompagnement face à la crise énergétique' ce jeudi 2 mars en partenariat avec la <u>Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Vaucluse</u>, la <u>Direction régionale de l'économie</u>, <u>de l'emploi</u>, <u>du travail et des solidarités</u> (DREETS), la <u>Direction départementale des finances publiques</u> (DDFIP) et l'<u>Urssaf</u>.





Au cours de cette rencontre seront abordés plusieurs sujets tels que : les dispositifs de l'Etat (bouclier tarifaire, amortisseur électricité, etc) et les relations avec les fournisseurs d'énergie, le guichet d'aide au paiement des factures de gaz et d'électricité et les dispositifs d'accompagnement des entreprises en difficultés, les dispositifs d'accompagnement des entreprises, les cellules de crise dédiées aux entreprises (référent énergie, chèque énergie, numéro vert, etc) mises en place par la CCI et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat. La conférence se terminera par une session d'échanges.

Jeudi 2 mars. De 17h30 à 19h30. <u>Inscription en ligne</u> gratuite. Amphithéâtre du Campus de la CCI de Vaucluse. Allée des Fenaisons. Avignon.

V.A.

Aides à l'emploi : les nouvelles opportunités pour les entreprises en 2023



Entre prolongation et disparition immédiate ou à venir, les aides à l'emploi de 2023 font peau neuve. Quelles sont celles dont les entreprises et les salariés peuvent encore bénéficier ?



Quelles sont leurs conditions d'octroi ? Le point avec Anne-Lise Castell, juriste aux Editions Tissot, spécialiste en droit social.

Les aides qui sont prolongées L'aide unique à l'apprentissage évolue

Un décret du 29 décembre 2022 vient modifier la durée et le montant de cette aide, accordée aux entreprises de moins de 250 salariés pour les contrats d'apprentissage visant un diplôme ou un titre à finalité professionnelle équivalent ou plus au baccalauréat.

- Elle était attribuée jusqu'à présent pendant 3 ans (4 ans exceptionnellement). En 2023, elle ne sera plus accordée qu'au titre de la première année d'exécution du contrat d'apprentissage.
- Son montant était dégressif : de 4 125 euros la première année, il pouvait atteindre 7 325 euros sur 3 ans. Et jusqu'au 31 décembre 2022, il était aligné sur celui de l'aide exceptionnelle à l'apprentissage : 5 000 euros pour un apprenti mineur, 8 000 euros pour un majeur. Son montant est désormais de 6 000 euros maximum, soit une baisse du montant total de l'aide.

L'aide exceptionnelle à l'apprentissage et au contrat de professionnalisation également

Cette aide exceptionnelle est prolongée pour les contrats d'apprentissage ou de professionnalisation conclus en 2023.

• Son montant est maintenant de 6 000 euros maximum, pour les mineurs comme les majeurs. Elle est donc majorée à 1 000 euros pour l'embauche d'un mineur, mais réduite de 2 000 euros pour l'embauche d'un majeur par rapport au dispositif en vigueur en 2022.

Les conditions de diplôme, d'âge pour le contrat de professionnalisation (moins de 30 ans à la date de conclusion du contrat) et de quota d'alternants (au moins 5% de l'effectif salarié ou 3% avec une certaine progression) pour les entreprises de 250 salariés et plus sont identiques à celles du dispositif de 2022.

L'aide exceptionnelle n'est toujours pas cumulable avec l'aide unique pour les apprentis.

L'aide emplois francs est prolongée d'un an

Le dispositif d'aide financière pour les entreprises qui embauchent un salarié qui réside dans un quartier prioritaire de la politique de la ville et qui est inscrit à Pôle emploi ou adhérent à un contrat de sécurisation professionnelle, se prolonge jusqu'au 31 décembre 2023. Il en est de même pour un jeune suivi par une mission locale qui n'est pas inscrit en tant que demandeur d'emploi.

Les aides qui arrivent en fin de vie en 2023

L'aide à l'embauche de certains demandeurs d'emploi réservée à l'embauche de personnes d'au moins 30 ans en contrat de professionnalisation n'a pas été reconduite en 2023.



Certains dispositifs géographiques d'exonérations sociales ou fiscales prendront fin le 31 décembre 2023. C'est donc la dernière année d'application pour :

- Les zones d'aide à finalité régionale (AFR) ;
- Les zones franches urbaines-territoires entrepreneurs (ZFU-TE);
- Les zones de revitalisation rurale (ZRR);
- Les bassins urbains à dynamiser (BUD) et bassins d'emploi à redynamiser (BER) ;
- Les zones de développement prioritaire (ZDP).



Anne-Lise Castell, juriste aux Editions Tissot © Gilles Piel.

Par <u>Anne-Lise Castell</u>, juriste aux <u>Éditions Tissot</u> pour RésohebdoEco - <u>www.reso-hebdo-eco.com</u>



Artisans, commerçants, TPE, PME: comment bénéficier d'une remise de l'État sur vos factures d'énergie?



Ecrit par le 12 décembre 2025



Vous êtes artisan, commerçant, TPE ou PME, le ministère de l'Economie et des finances vous informe que vous avez droit à des aides pour réduire le montant de vos factures d'électricité.

Pour en bénéficier, vous devez impérativement <u>renvoyer cette attestation</u> à votre fournisseur d'énergie. Elle est également disponible sur le site de votre fournisseur d'énergie.



« C'est simple, rapide et vous trouverez sur le site internet de votre fournisseur d'énergie toutes les informations utiles sur les modalités d'envoi de cette attestation, explique les services des Finances publiques. L'envoi de l'attestation à votre fournisseur est nécessaire et urgent pour bénéficier d'une remise sur votre facture d'électricité de janvier. »

Si vous n'êtes pas à l'aise avec internet ou si vous souhaitez bénéficier d'explications pour remplir l'attestation, les Finances publiques rappellent que ses agents sont à votre service :

- au 0 806 000 245;
- au niveau de chaque département avec ses conseillers en sortie de crise ;
- sur rendez-vous dans votre centre des Finances publiques.

L.G.

L'Etat se mobilise pour baisser la facture énergétique des entreprises



Ecrit par le 12 décembre 2025



Pour soutenir les entreprises touchées par la hausse des prix de l'énergie, et notamment de l'électricité, le Gouvernement a mis en place différents dispositifs d'aide depuis le début d'année 2022. Ces dispositifs sont poursuivis en 2023.

Toutes les entreprises continuent de bénéficier de la baisse de la fiscalité sur l'électricité (TICFE) à son minimum légal européen et du mécanisme dit d'ARENH (accès régulé à l'électricité nucléaire historique) (100TWh).

Bouclier tarifaire pour les TPE et petites collectivités locales

Mis en place à la fin de l'année 2021, le bouclier tarifaire permet de plafonner la hausse des factures d'électricité à 4%. Il sera prolongé en 2023 avec une hausse maximale du prix fixée à 15% à compter de janvier 2023. Ce plafond permet d'éviter la forte augmentation des factures d'énergie pour les TPE concernées. Les TPE de moins de 10 salariés avec deux millions d'euros de chiffre d'affaires et ayant un compteur électrique d'une puissance inférieure à 36 kVA sont éligibles à ce bouclier. Pour en bénéficier, l'entreprise doit se rapprocher du fournisseur d'énergie.

Amortisseur électricité pour les PME et collectivités locales



Ecrit par le 12 décembre 2025

L'amortisseur électricité permettra de protéger les consommateurs ayant signé les contrats les plus élevés, avec un plafond d'aide unitaire renforcé. Les consommateurs en percevront les effets dès le début d'année 2023. L'amortisseur sera destiné à toutes les PME (moins de 250 salariés, 50M€ de chiffre d'affaires et 43M€ de bilan) non éligibles au bouclier tarifaire, et à toutes les collectivités et établissements publics n'ayant pas d'activités concurrentielles, quel que soit le statut. Cette aide sera calculée sur la « part énergie » d'un contrat donné, c'est-à-dire le prix annuel moyen de l'électricité hors coûts de réseau et hors taxes. Pour un consommateur ayant un prix unitaire de la part énergie de 350 euros/MWh (0,35 euros/kWh), l'amortisseur électricité permettra de prendre en charge environ 20% de la facture totale d'électricité. L'aide sera intégrée directement dans la facture d'électricité des consommateurs et l'Etat compensera les fournisseurs. Les consommateurs n'auront qu'à confirmer à leur fournisseur qu'ils relèvent du statut de PME, d'association, de collectivité ou d'établissement public et qu'ils n'ont pas d'activités concurrentielles. L'amortisseur est cumulable avec le guichet d'aide au paiement des factures de gaz et d'électricité pour les entreprises qui y sont éligibles. Il entrera en vigueur au 1er janvier 2023 pour un an.

Guichet d'aide au paiement des factures de gaz et d'électricité pour toutes les entreprises

Un numéro de téléphone est mis à la disposition de toutes les entreprises afin de répondre aux questions d'ordre général sur le dispositif d'aide « Gaz Electricité » ou relatives aux modalités pratiques de dépôt d'une demande d'aide : 0806 000 245. Le site www.impots.gouv.fr/aide-gaz-electricite propose un ensemble de services qui permettent aux entreprises de s'informer sur le dispositif et de trouver des renseignements précis en fonction de leur situation. A partir du 1^{er} janvier 2023, toutes les TPE et les PME éligibles au dispositif de l'amortisseur électricité et qui rempliraient toujours, après prise en compte du bénéfice de l'amortisseur, les critères d'éligibilité au guichet d'aide au paiement des factures d'électricité et de gaz pourront également déposer une demande d'aide, via le site impots.gouv.fr et cumuler les deux aides. En ce qui concerne la facture de gaz, toutes les entreprises auront accès jusqu'au 31 décembre 2023, au même quichet d'aide au paiement des factures de gaz plafonnées.

JR.

Crise en Ukraine : quel accompagnement pour les entreprises impactées ?



Ecrit par le 12 décembre 2025



Depuis le 28 février dernier, la guerre en Ukraine a eu un fort impact au-delà de ses frontières. En Vaucluse comme dans le reste de la France, les entreprises en souffrent, que ce soit au niveau financier comme au niveau de leur approvisionnement. Plusieurs solutions s'offrent à elles pour essayer de pallier ces difficultés.

Votre entreprise souffre des conséquences de la crise en Ukraine ? Le <u>Ministère de l'économie, des finances et de la relance</u> a mis plusieurs dispositifs en place afin de vous venir en aide et de vous accompagner au mieux. Si vous avez des problèmes au niveau de votre approvisionnement, vous pouvez le signaler à l'adresse mail créée spécialement pour ce type de difficulté : <u>tensionsapprovisionnements.russie@finances.gouv.fr</u>

Si vos difficultés concernent tout autre aspect de votre entreprise, le gouvernement a mis à disposition une 'plaquette d'orientation' avec des conseils à adopter en cas de problème de trésorerie, de règlement des impôts, de baisse du chiffre d'affaires, etc. Ce support liste également les organismes à contacter pour chaque problème afin d'assurer un accompagnement dans les meilleures conditions.

V.A.